

Le social ne fait pas recette

Malgré les restructurations, la demande d'expertise sociale ne décolle pas. Seule l'activité liée à la loi réformant les règles de la représentativité connaît un léger engouement.

Les directions se satisfont de la médiocrité du dialogue social. » Cette réflexion désabusée d'Emmanuel Froissart, président d'IDée Consultants, résume à elle seule le niveau du marché de la médiation sociale en France : anecdotique. Pourtant, les besoins existent. « Le dialogue social n'est pas d'un bon niveau dans notre pays. Les partenaires sociaux restent calés sur le mode de la confrontation. Et le cadre légal très rigide n'arrange rien », estime Olivier Labarre, DG adjoint de BPI. Autres reproches exprimés par les experts, le manque de transparence et d'écoute de la ligne hiérarchique et le manque de prise en compte des informations remontées par les élus du comité d'entreprise. « Le plus souvent, les entreprises font appel à nos services pour un audit social en prévision d'une fusion ou d'une restructuration. Ou, à l'inverse, pour une enquête sociale à la suite d'un conflit », indique Patrick Witvoet, *senior manager* chez Sia Conseil. « Les directions veulent éviter un conflit



Emmanuel Froissart,
président d'IDée
Consultants.

médiatisé, précise Robert Bonnard, d'Algoé. Elles souhaitent améliorer leurs propositions de mesures sociales d'accompagnement lors d'une restructuration. » Mais les missions sur l'amélioration du dialogue social sont rares. « L'amélioration du dialogue au sein des institutions représentatives du personnel est un investissement à long terme. Or les entreprises gèrent à court terme et en sont réduites à réagir aux événements », constate Pierre Romain, d'Altedia. À l'inverse, la loi du 20 août 2008 portant ré-

novation de la démocratie sociale, qui modifie les règles de la représentativité syndicale, a engendré un renouvellement de la demande d'expertise de la part des entreprises. « Certains groupes nous ont déjà sollicités pour établir une cartographie syndicale probable afin d'anticiper les résultats d'une future élection professionnelle », indique Patrick Witvoet. Objectif : connaître la liste des syndicalistes susceptibles de rassembler 10% minimum des suffrages. Et, si possible, savoir où penchent les urnes dans chaque filiale pour prévoir les futures stratégies de négociation.

Restent quelques exceptions. La direction de Flunch a ainsi sollicité les services du cabinet Acme. « Elle veut augmenter le nombre de ses interlocuteurs syndicaux. Nous sommes chargés de sensibiliser les responsables de restaurant sur la question », explique Rémy Jouan, son créateur. Une mission délicate, même pour un ancien responsable cédétiste. **E. B.**

ANALYSE

Syndex Cap sur Bruxelles

Spécialisé dans l'assistance aux CE et aux CHSCT, le cabinet Syndex travaille dans divers pays européens : assistance aux CE européens, études en partenariat avec la CES ou les fédérations syndicales européennes. Il ouvre un bureau permanent au cœur du quartier européen de Bruxelles. C'est Jean Lapeyre, ancien secrétaire général adjoint de la CES et conseiller social à l'ambassade de France à Rome, qui en prend la direction.

Actual-Links Conseil Partenariat

Alliance stratégique pour le groupe d'agences de travail temporaire et le spécialiste du portage salarial. Links Conseil espère augmenter l'activité de ses consultants grâce à l'appui commercial du réseau Actual. Ce dernier souhaite renforcer son offre en s'appuyant sur le savoir-faire des consultants, experts et formateurs du réseau Links Conseil. Cette alliance est présentée comme le début d'une collaboration à long terme.

Groupe Hominis Réorganisation

Touché par la chute du travail temporaire, le groupe Hominis (Horemis, Quaternaire, Menway, Altigapharma et Enthalia) se réorganise. Une trentaine de cadres ont fait leurs valises et Jean-Louis Petruzzi, le P-DG fondateur, a repris le contrôle opérationnel de l'ensemble. Cette péripétie ne l'empêche pas de prévoir l'avenir. Après le gain d'un appel d'offres du Pôle emploi d'Alsace, il souhaite lancer une activité de management de transition.

Mozart Consulting Manager du mieux-être

Spécialiste du traitement des situations de stress et de souffrance au travail, le cabinet Mozart Consulting propose aux entreprises la création d'un poste de « manager du mieux-être au travail ». Ce nouveau poste est « à la croisée des processus métiers RH, qualité et systèmes d'information ». Objectif : réduire les coûts liés au mal-être au travail grâce à la mise en place d'un « management par la qualité de vie au travail ».

MOUVEMENTS

Taylor Wessing

Présente au sein du cabinet Taylor Wessing France depuis 2004, **Hélène Raffin-Peyloz** devient associée. Elle animera l'équipe de droit social avec **Claudia Jonath**, associée fondatrice.

Pricewater- houseCoopers

Ancienne de l'Isfa Lyon, **Hélène Farouz**, spécialiste de l'actuariat retraite, de la prévoyance et des engagements sociaux, est nommée associée au sein de l'*advisory*.

Bernard Julhiet

IProgress, l'activité d'*e-learning* de Bernard Julhiet, accueille **Nadia Nardonnnet** comme nouvelle directrice. Et **Philippe Grosskost** est nommé DG de PerformanSe, l'activité évaluation du groupe.

Transearch International

Spécialiste des médias, **Marie-Laure Mine** est nommée directrice associée de ce cabinet de chasseurs de têtes.

Institut de la transition

Innovation. **Françoise Bussy**, ancienne DRH, **Christophe-Walter Petit**, juriste, et **Magali Norrito**, spécialiste de la certification, se sont associés pour créer cet organisme de certification des métiers de la transition.

Neumann International

Coach certifiée, **Caroline Golenko** prend la direction du conseil en management pour cadres dirigeants Neumann Executive Consulting.